Adib : La fin d'un mauvais feuilleton ?

TELQUEL

TELQUEL

8Dh

N°31 • Du 25 au 31 mai 2002

Le Maroc tel qu'il est

BUSINESS

LES INTÉRÊTS ISRAÉLIENS AU MAROC

Sociétés-écrans, mécanismes d'importation très discrets, transferts de technologie... Alors que l'Intifada bat son plein, des Marocains continuent à commercer avec Israël. **MAIS ONT-ILS LE CHOIX ?**

ENQUETE

Directeur de la publication : Ahmed R. Benchemsi

ISRAEL CONN

DES NOMS, DES CHIFFRES, DES DATES

ISRAËL DANS NOS DOCKS
Les conteneurs Zim stationnés près du port de Casablanca.

EXION

Sociétés-écrans, mécanismes d'importation très discrets, transferts de technologie... Alors que l'Intifada bat son plein, des Marocains continuent à commercer avec Israël. Mais ont-ils le choix ?

Une enquête de Driss Ksikes

Tout a commencé par une lettre... passée complètement inaperçue ! Adressée au Premier ministre le 26 avril dernier, elle était co-signée par 500 membres et sympathisants du Collectif pour la Palestine. Objet, une requête : que Youssoufi *"interdise l'importation de produits israéliens et (...) donne ordre aux services portuaires, aéroportuaires et douaniers de barrer la route aux produits en provenance d'Israël"*. Jusqu'à aujourd'hui, le Premier ministre n'a pas jugé utile de donner suite. Quant à recevoir une délégation du Collectif menée par Anis Balafrej... *"Il n'a pas le temps"*, a sèchement répondu son secrétariat. Si le chef du gouvernement refuse de manière aussi discourtoise de parler des importations "made in Israël", c'est bien la preuve qu'il y en a. Et que c'est gênant. Officiellement, les amarres sont rompues avec Tel-Aviv depuis le 23 octobre 2000 (sous l'ère Netanyahou), date de fermeture du bureau de liaison israélien à Rabat. Une semaine plus tôt, le Maroc avait rappelé son chargé d'affaires en Israël, Talal Ghofrani. Depuis, officiellement, il n'y a plus de business bilatéral. Mais officieusement...

Les relations commerciales entre le Maroc et Israël remontent à loin. Simplement, elles ont toujours été très discrètes. Surtout, bien entendu, dans le domaine de la coopération militaire (voir encadré page 34). Hassan II lui-même n'avait-il pas déclaré à Jean Daniel dans sa dernière interview, celle accordée au *Nouvel observateur : "je n'ai jamais cessé d'avoir des relations avec Israël"* ? C'est-à-dire avant comme après la période de grâce entamée à la signature des accords d'Oslo, en 1993. Quoi qu'il en soit, les relations d'Etat à Etat se sont officialisées un an plus tard, en 1994. C'est le début d'une période (1994-2000) qu'on peut qualifier de "casher".

PAIX ET BUSINESS "CASHER"

Au début, raconte un des premiers hommes d'affaires marocains à avoir saisi cette opportunité, *"toutes les pistes d'investissement au Maroc*

étaient systématiquement explorées par les Israéliens". A commencer par l'établissement d'un "pont aérien". Dès 1994, la RAM et El Al (compagnie aérienne israélienne) signent un contrat de co-sharing : avec le billet d'une des deux compagnies, on pouvait prendre un vol de l'autre. *"Feu Hassan II avait décidé de surseoir à l'idée d'une liaison fixe* (Rabat – Tel-Aviv) *tant qu'il n'y avait pas de signe de paix irréversible"*, confie Serge Berdugo, ministre du Tourisme de l'époque. Il n'empêche, la solution intermédiaire de la RAM et d'El Al a permis en l'espace de six ans à 42.000 Israéliens de faire le déplacement au Maroc. Cela permettait à des juifs sépharades de venir en pèlerinage sur leur terre d'origine. Mais cela permettait aussi à des hommes d'affaires d'atterrir à Casablanca, mallette sous le bras. Les idées en chantier n'ont, bien sûr, pas toutes abouti. C'est le cas de ce projet hôtelier d'envergure, signé Hanna Mordechaï, à Agadir. C'est aussi le cas de cette holding israélienne de la même taille que l'ONA, Kool Peace Project, dont David Amiram, ancien militaire de son état, voulait implanter une filiale à Casablanca. Ces ratés n'ont pas empêché des sociétés d'ingénierie d'eau, comme Tahal – à ne pas confondre avec Tsahal – de s'occuper de l'assainissement des eaux de Ben Slimane et d'arroser, par la même occasion, le golfe de la ville. Cela n'a pas empêché non plus des experts venus de Beersheva, d'inaugurer une ferme expérimentale près d'Azemmour, et d'introduire la semence israélienne de melon "Gallia" sur les terres marocaines (anecdote non recoupée : Gallia aurait été développée grâce au "piratage" de l'identité génétique de notre bonne vieille Souihla). Il n'y a donc pas eu d'investissements industriels, mais l'eau et la terre ont remporté le gros lot.

DR

IRRIGATION LOCALISÉE. Les goutteurs israéliens sont réputés être très performants. Nos agriculteurs l'attestent.

Si ces projets technico-agricoles ont particulièrement abouti, à l'époque, ce n'est certainement pas le fait du hasard. *"Au centre de promotion des exportations à Tel Aviv"*, raconte un intermédiaire marocain qui l'avait visité en 1995, *"je m'étais rendu compte qu'ils avaient toutes les informations relatives à nos besoins en irrigation, notre marché agricole et le chiffre d'affaires de nos sociétés productrices dans le domaine"*. Comment savaient-ils tout cela ? Deux réponses. Un : le Mossad ne fait pas que tuer des gens, il s'occupe aussi d'intelligence économique. Deux : les échanges en matière agricole remontent à bien avant la normalisation. Déjà, au début des années 70, Israël vendait du matériel aux agriculteurs marocains. Lendemains de guerre obligent, la chose se faisait via la société hollandaise Sluis &

Nos frères arabes aussi...

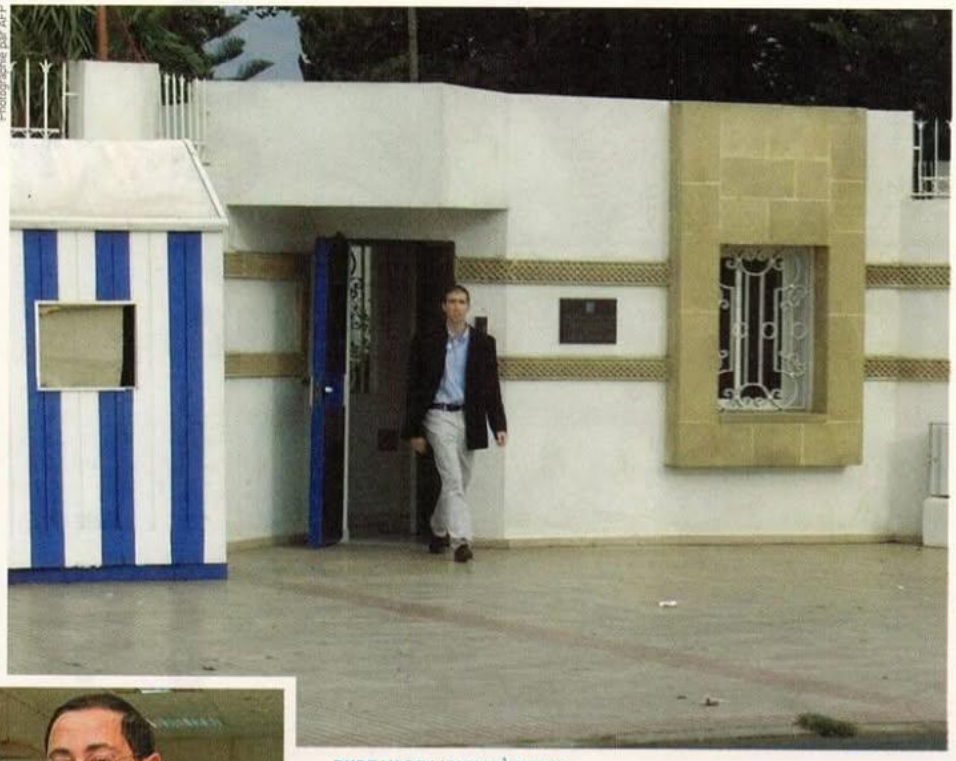
Le Maroc n'a pas l'apanage des relations secrètes avec Israël. Dans l'article de *Yediot Aharonot* (Mars 2002), intitulé "les affaires continuent", nous apprenons qu'en 2001, les exportations d'Israël ont augmenté de 70% vers la Jordanie, de 40% vers le Qatar et de 28% vers l'Arabie saoudite. On pourrait même parler d'exception arabe, puisque cette hausse est enregistrée au moment où les exportations israéliennes accusent en général un recul de 5,5%. Il faut savoir aussi que les pays de la région fructifient toujours des contrats bilatéraux signés pendant la période de normalisation. Ainsi, lors du sommet d'Amman en 1995, pas moins de 1000 contrats d'échanges économiques ont été signés. Résultat, aujourd'hui, les exportations d'Israël vers la Jordanie s'élèvent à 30 millions dollars par an. Un projet de joint venture entre les deux pays est en chantier sur la rive orientale de la Mer morte et devrait permettre de produire 25.000 tonnes de potasse par an. Une autre grande entreprise conjointe, israélo-arabe, la plus grande, est une raffinerie de pétrole devant ouvrir à Alexandrie. La société israélienne Merhav détient 40% des parts. Et puisque nous parlons de pétrole, il faut savoir que le plus gros boycott arabe contre Israël pourrait venir de ce côté-ci. En 1973, il a été activé et a fait mouche. Aujourd'hui, seul l'Irak est partant. L'Arabie Saoudite et la Libye ont refusé de suivre le mouvement, même si le mot d'ordre a été lancé au dernier sommet de l'Union des pays arabes.

Photographié par AFP

PÉTROLE. Le seul boycott efficace contre Israël viendrait des pays du Golfe.

Grut et d'autres sociétés-écrans, de nationalité chypriote. Ainsi, grâce à un financement de la Banque mondiale destiné à promouvoir les serres, le lien était noué. Le matériel de micro-irrigation produit par la multinationale israélienne Netafim faisait son entrée dans nos fermes.

Il faudra attendre la période de paix pour voir les sociétés israéliennes avancer à visage découvert au Maroc. Les deux domaines particulièrement concernés par ce boom des échanges sont la semence de tomate et la micro-irrigation. *"A l'époque,* explique un agriculteur marocain appâté, *les deux offres répondaient à un besoin réel. Concernant les variations de semences Daniela, Durinta et Gabriela, elles nous assuraient des tomates à longue durée de vie commerciale. Nous ne courions plus le risque de les voir avariées ou liquéfiées avant d'arriver sur les étalages européens. Elles restaient fermes pendant plus de 15 jours. Quant au matériel d'irrigation localisée, il permettait une telle auto-régulation de l'eau que le coût baissait de 30 %".* Il faut savoir qu'Israël a développé depuis le boycott qui lui a été imposé en 1973, une économie basée sur la technologie de pointe (ingénierie, génie génétique…) et que la signature des accords d'Oslo représentait une chance inespérée pour conquérir des marchés arabes. Il faut savoir aussi que le Maroc, explique l'économiste Najib Akesbi, *"cherchait coûte que coûte la meilleure compétitivité et précipitait ses agricultures vers le tout export".* Dans ce contexte, Israël devenait une sorte de panacée pour le Maroc agricole.



Photographié par AFP

BUREAU DE LIAISON À RABAT
Il est fermé depuis le 23 octobre 2000. Mais les affaires continuent.

Photographié par AFP

David Dadoun, ancien chef du bureau de liaison à Rabat aujourd'hui fermé.

Conséquence directe, le royaume a permis à un ensemble de compagnies franchement israéliennes (FIF Control, par exemple) et d'autres prétendument israélo-espagnoles, (Regafim), de s'installer et de commercer chez nous (voir tableau page 35). Mieux : pour les Israéliens, le Maroc servait de plate-forme commerciale pour montrer leur savoir-faire en matière d'irrigation aux agriculteurs du monde arabe. *"Pour des raisons diplomatiques évidentes, il est plus facile de les inviter à Marrakech ou à Agadir que de leur proposer une mission officielle chez nous",* déclarait Simon Elbaz, administrateur d'une société israélienne, en marge du Congrès mondial de l'eau, tenu à Marrakech en Septembre 1997. Ce rôle ne va pas durer longtemps, puisqu'en 1999 déjà, l'Intifada II démarre. Les Israéliens redeviennent discrets. Les Marocains aussi.

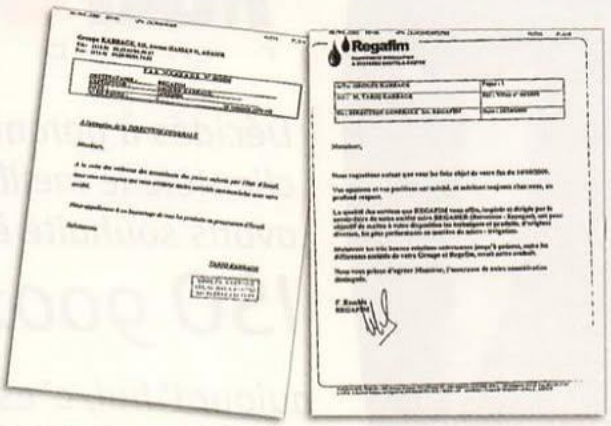
PENDANT LA GUERRE, LES AFFAIRES CONTINUENT

Les bons temps semblent révolus. Mais dans les textes seulement. Car *"pendant ce temps, les affaires* (avec le Maroc) *continuent",* titre le journal *Yediot Aharonot* en Mars 2002. On y apprend même que *"les exportations israéliennes vers le Maroc en matière d'intrants agricoles et produits chimiques ont augmenté en 2001 de 18 %".* Bluff ? Intox de pays en guerre ? Rien n'est moins sûr. *"Les deux pays n'ont jamais cessé d'avoir des relations commerciales. Sauf qu'en période de paix, cela devient visible. Et qu'en période de tension, cela devient*

La main invisible d'Israël

Il faudrait savoir que le cachet "made in Israël" est en même temps une chimère et un faux indicateur. Une chimère, parce que la production israélienne est sans frontières. Son économie est tellement bien intégrée, via des prises de participations financières, dans des sociétés européennes et américaines, qu'il devient difficile d'en détecter la trace. Seul indice aujourd'hui vérifié, le code-barre "729". Si les trois premiers chiffres du code-barre d'un produit sont 7, 2 et 9, sachez que ce produit vient d'Israël. Le cachet "made in quelque part" est aussi un faux indicateur parce qu'Israël est parfois propriétaire d'une marque fabriquée ailleurs. L'un des exemples qui a défrayé la chronique depuis septembre 2001 est celui de la société d'électroménagers française, Brandt, qui a été reprise par la société israélienne Elco. Spécialisée en climatisation, cette compagnie est en fait le partenaire du leader espagnol, Fagor. Vous voyez, on ne s'en sort plus. Qui est plus israélien que l'autre. Qui l'est conjonturellement ? Qui l'est structurellement ? Difficile d'en savoir plus sur la main invisible d'Israël. ▮

moins visible", nous explique un membre de la communauté juive marocaine. Sur le terrain, les données sont encore plus parlantes. Une étude menée en 2000 par l'Administration du génie rural (AGR, ministère de l'Agriculture marocain) nous apprend que *"les systèmes d'irrigation localisée (essentiellement israéliens) au Maroc couvrent une superficie proche de 32.000 ha"*. Qu'est-ce à dire ? Serions-nous devenus dépendants du matériel agricole israélien ? Il semblerait bien que oui. D'abord parce que les sociétés qui revendent ce matériel ont toujours pignon sur rue. Outre Regafim et FIF Control, déjà citées par la presse, d'autres distributeurs d'engrais comme Sobroma et Haïfa Chemical sont bien implantés chez nous. Ensuite, parce que *"60 % des agriculteurs de primeurs sous serres préfèrent le matériel israélien"*, nous apprend, sous couvert d'anonymat, un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture. Enfin, parce que dans ce même domaine des primeurs (tomates…), explique un expert-ingénieur, *"les agriculteurs n'ont pas le choix. Le matériel israélien d'irrigation est le plus performant. S'ils veulent être concurrentiels sur le marché mondial, ils ne peuvent faire autrement"*. Tariq Kabbage, agriculteur à Agadir, n'est pas de cet avis. Il a notifié à Regafim sa volonté *"d'arrêter toutes activités commerciales avec la société (...) à la suite de l'assassinat de jeunes enfants par l'Etat d'Israël"*. Commentaire d'expert, *"il peut se le permettre parce qu'il fait dans les agrumes (oranges...), ce qui demande moins de minutie que les primeurs dans le contrôle de l'irrigation"*. Que faut-il en déduire ? Que les agriculteurs n'ont pas toujours le choix. Tout dépend en fait de la nature de leur production. Dans la tomate, par exemple, les incontournables semences israéliennes Daniela et Gabriela couvrent 5000 hectares au Maroc et génèrent un chiffre d'affaires à l'export de 2 milliards de dirhams. Impossible de s'aveugler : dans le domaine du génie génétique, personne n'a encore détrôné Israël. Résultat, 85 % des producteurs de tomates marocaines s'approvisionnent en Israël.



Le fax envoyé par un agriculteur à Regafim en tant que société israélienne. Et le fax de réponse de celle-ci en tant que filiale espagnole.

COMMENT L'EMBARGO EST CONTOURNÉ

Bref, matériel ou semences, les Marocains continuent d'acheter israélien. Comment cela se fait-il, alors que les relations commerciales avec Israël sont déclarées "rompues" ? L'affaire est très subtile. Primo, le matériel d'irrigation est israélien, mais ne porte pas forcément de label "made in Israël". Et la raison en est que l'Etat hébreu vend beaucoup plus aujourd'hui des royalties et des licences à d'autres sociétés européennes (italiennes et espagnoles) qui se chargent de l'assemblage. Secundo, même lorsqu'il s'agit de matériel provenant directement d'Israël, les sociétés qui le revendent au Maroc sont de nationalité espagnole, par exemple. Le cas de Regafim est patent. Elle est établie à Casa. Elle a des représentants partout au Maroc. Officiellement, sa société mère est Regaber à Barcelone. Mais, comme l'atteste le site Internet de la compagnie, elle est surtout la filiale de Netafim, multinationale israélienne de systèmes d'irrigation. Tertio, la liaison maritime est assurée. Les conteneurs provenant d'Israël bordent le port de Casablanca et portent ostensiblement l'insigne ZIM en lettres latines… et hébraïques ! Les "navetteurs" Casa-Rabat peuvent le vérifier tous les jours : des dizaines de conteneurs ZIM

Militairement parlant...

"Dans le domaine militaire, le Maroc et Israël ont toujours eu des relations et continuent à en avoir". C'est un haut responsable qui nous l'affirme. Rien de plus. Sur le présent, impossible de vous en dire plus. Difficile à confirmer. Par contre, sur le passé, la littérature abonde. Nous vous en avons sélectionné un digest qui n'engage que ses auteurs.

DR

"L'alliance d'Oufkir avec le Mossad était stratégique". Stephen Smith.

1959. Sur recommandation insistante d'Isser Harel, le patron du Mossad, le roi Mohamed V limoge le gouvernement de gauche, désigne Mohamed Oufkir à la tête de la sûreté nationale à la place de Mohamed Laghzaoui et confie la réorganisation des Services spéciaux à des experts de la C.I.A. qui seront chargés de superviser toutes les activités de cette police dont l'existence est vitale pour l'État et le régime. (Ahmed Boukhari, *Le Secret*, Robert Lafont, 2001).

1964. Les relations entre le Mossad et Oufkir sont au beau fixe. L'élimination de Ben Barka est dans une année. Et la mystérieuse organisation clandestine, Misgueret, est mise en place par Israël au Maroc pour défendre les communautés juives et organiser leur départ pour Israël. (Agnès Bensimon, *Hassan II et les juifs*, Seuil, 1991).

1980. La guerre entre le Maroc et le Polisario est à son paroxysme. Yitzak Rabin, alors général du Tsahal, est l'un des architectes du mur de sable au Sahara. Il a été de bon conseil pour son ami Hassan II. (*Jeune Afrique / L'intelligent*, Mai 2002).

1982. Hassan II insiste pour que le sommet du Congrès islamique ait lieu à Fès. Etant donné l'enjeu de projet de paix devant y être discuté, le souverain marocain y tenait car il avait assuré au Mossad une possibilité d'écoute dans la salle de conférence. (Mohamed Hussein Haïkal, *in Wijhat Nadar* ; 1999).

Pour savoir ce qu'il en est aujourd'hui, c'est une nouvelle enquête qu'il faudrait lancer. A suivre…

sont entreposés entre les gares de Casa-port et de Aïn Sebaâ. Moins discret que cela... Comment arrivent-ils à bon port ? La filiale au Maroc de ZIM, multinationale de transport maritime israélienne, de son nom local ZIMAG, s'en occupe. Un connaisseur du circuit nous décrit le trajet : *"deux à trois fois par mois, la marchandise part de Haïfa ou Ashdod sous nationalité israélienne. Le transbordement s'effectue à Barcelone. Et deux jours plus tard, elle arrive, à bon port à Casablanca, sous une nationalité européenne"*.

Tout cela, les officiels marocains le savent – et restent sans réaction. Au ministère de l'Agriculture, concerné par la subvention des projets d'irrigation – leur gestion étant décentralisée au niveau des CNCA – la réponse est comme automatique : *"nous ne prenons pas en compte la provenance du matériel, mais sa fiabilité"*. D'ailleurs, *"aucun matériel n'est fabriqué en Israël à ma connaissance"*, appuie un haut cadre du ministère. En clair, nous sommes revenus au mécanisme des sociétés-écrans, au sujet desquelles l'agronome Youssef El Hedji disait il y a quelques années, *"personne n'est dupe mais les apparences sont sauves"*. Et les données sont têtues. Sachant que les subventions accordées par l'Etat marocain aux agriculteurs proviennent de l'Union européenne, et que sans l'acquisition de ce matériel d'irrigation localisée, l'agriculteur ne peut obtenir d'aide, on est autorisé à déduire, en gros, ceci : l'Europe subventionne le Maroc pour qu'il achète israélien. Aussi simple que cela.

"J'aurais aimé faire autrement", déclare un agriculteur, politisé et conscient du dilemme. Et puis, au-delà de la morale, que certains secteurs de la production agricole dépendent d'Israël ou pas, ils assurent 15.000 emplois directs et au moins autant d'indirects. De plus, comme nous l'explique un expert, *"le matériel en question est tellement sophistiqué qu'il implique une formation parallèle des utilisateurs. Vu ainsi, il ne s'agit plus d'acquisition classique de matériel étranger, mais bel et bien de transfert de technologie"*. Arme à double tranchant, s'il en est : avec la formation en sus, le fournisseur israélien pérennise ses relations avec ses clients marocains. Rusé, celui qui saura arrêter ces liaisons discrètes. La preuve, même Youssoufi n'a pas osé. ❙

Le piège de la paix

A chaque fois qu'un membre de l'opposition daigne protester contre une velléité d'affaire qui continue avec Israël, la réponse est implacable, *"parce que nous sommes liés par l'OMC*... et l'Euromed"*. Déchiffrons. L'OMC est une émanation de la période de paix, un cadre créé pour réguler le commerce dans un monde pacifié. Et sous prétexte que le Maroc et Israël en sont co-signataires, nos dignes représentants s'interdisent de faire du boycott. Avec Euromed, les choses sont encore plus compliquées. La conférence de Barcelone de 1996 a prévu des accords bilatéraux de partenariat entre l'UE et des pays du pourtour méditerranéen, lesquels s'engagent à fructifier les échanges entre eux. Et il se trouve qu'après la Jordanie, l'Egypte et Israël, le prochain pays sur la liste européenne est le Maroc. Ils nous ont à l'œil. Moralité, la guerre est là, mais les pays riverains sont pris au piège des cadres de la paix. ❙

**Organisation mondiale du commerce*

Des noms, des chiffres

Les principaux revendeurs et distributeurs dans le domaine agricole.

Société	Domaine d'activité
Zimag -Casablanca- Créé en 1983. Filiale marocaine de ZIM (Israël Navigation Company), dans laquelle l'Etat d'Israël détient 48,6% des parts.	Agence maritime. Trajet *Ashdod / Haïfa – Barcelone – Casa* 2 à 3 fois par mois.
Tahal, spécialiste d'ingénierie en eau, a mené des projets à Ben Slimane et Oujda.	A Ben Slimane, il a mis en place une usine de traitement des eaux usées, provenant de Oued Aïn Soultane, pour irriguer les cours de golf.
Regafim, (s.a.r.l) Créé en 1993. Capital : 400.000 DH. Siège à Casablanca. De nationalité espagnole, elle est la filiale de Netafim au Maroc.	Expertise agronomique et vente de matériel de micro-irrigation (goutte à goutte).
Sobroma	Vente de bromure de méthyl, plants de banane et semences de tomates.
Haïfa Chemical et Hi-tec. Représentés par le Comptoir agricole du Souss	Vente d'engrais et de nitrate de potasse,
Martichem. Représenté par Omnium agricole du Souss	Produits phyto Methydation, Exocid, Nimrod

D'autres sociétés oeuvrant dans le même domaine comme **Kettara** ont fermé boutique, *"pour des raisons financières"*, nous a-t-on appris.

Photographié par AFP

L'EFFET DE SERRE
Depuis l'introduction de la culture sous serre au Maroc (années 70), les produits israéliens de Netafim ont fait leur entrée chez nous.